

Le Contrat de la **Preuve**

Le programme gouvernemental marocain
2026–2031, de la promesse à l'impact.
Faisabilité, coût et redevabilité.

Par **Hafid Boutchakkoucht**, chercheur indépendant en politiques publiques et science politique · ORCID
0009-0007-3785-5570



« Il n'y a de place, ni aujourd'hui ni demain, pour un Maroc à deux vitesses. »

Discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI à l'occasion de la Fête du Trône, juillet 2025 [16]

« La croissance ne s'est pas encore traduite par une création d'emplois à la hauteur des besoins, en particulier pour les femmes et les jeunes. »

Groupe de la Banque mondiale, avril 2026 [11]

5 % contre 4 %

+23 Mds DH

Croissance visée par le gouvernement sur 2027–2031, Coût annuel estimé du doublement de l'aide directe, contre la prévision du FMI à moyen terme sans financement annoncé

2,9 millions

80 %

Jeunes de 15 à 29 ans ni en emploi, ni en études, ni en formation
Élèves maîtrisant les apprentissages fondamentaux visés en 2031, contre environ 40 % aujourd'hui

Sommaire

- | | | | |
|----|-----------------------------|----|--------------------------|
| 1 | Synthèse exécutive | 2 | Méthode |
| 3 | Point de départ | 4 | L'objectif de 5 % |
| 5 | Emploi, jeunes, femmes | 6 | Le coût des promesses |
| 7 | Éducation et santé | 8 | Territoires, eau, climat |
| 9 | Finances publiques | 10 | Gouvernance |
| 11 | Le registre de la preuve | 12 | Les 100 premiers jours |
| 13 | Version simple et glossaire | 14 | Références |

Synthèse exécutive : un programme prometteur et conditionnel

Cette étude ne demande pas si le programme est « bon ». Elle demande : **que faut-il qui soit vrai pour qu'il se réalise ?** Et comment le citoyen saura-t-il, en 2031, que la promesse est devenue un résultat ?

La Cheffe du gouvernement Fatima Ezzahra El Mansouri a présenté le programme devant les deux Chambres le 19 octobre 2026, autour de sept priorités : État de droit, lutte contre la corruption et la rente, cohésion et identité, État social, insertion des jeunes, souveraineté stratégique et économie capable de financer ces ambitions¹. Le vote de confiance est attendu le 22 octobre⁵.

Verdict : 6,2/10 en redevabilité aujourd'hui, 8/10 atteignable si une version opérationnelle chiffrée est publiée sous 100 jours. La direction est juste et les cibles plus nettes que celles des programmes précédents. Mais il manque encore des lignes de base arrêtées, des coûts chiffrés, des sources de financement et des indicateurs de résultat publiés.

Croissance

Possible, mais pas le scénario de référence

5 % par an⁴ contre 4,5 % en 2027 puis environ 4 % pour le FMI⁶. L'écart dépasse 4 % du PIB en 2031.

Dette

Une cible moins ambitieuse que le FMI

Environ 62 % en 2031⁴ contre 60,5 %⁶. Marge implicite ou définition différente : il faut l'expliquer.

Promesses sociales

Non chiffrées publiquement

Doubler l'aide directe de 500 à 1 000 DH² coûterait à elle seule environ 23 Mds DH de plus par an estimation de l'auteur.

Emploi

Aucun objectif d'emplois nets

La formation et la première expérience sont chiffrées, pas les créations nettes⁵.

Statistique

Une rupture qui menace la redevabilité

Le programme cite un chômage des jeunes de 29,2 %³, contre 37,2 % dans l'ancienne série⁸. Les deux ne sont pas comparables⁹.

Éducation

Le pari le plus intelligent, et le plus dur

80 % d'élèves maîtrisant les fondamentaux en 2031², c'est presque doubler la proportion actuelle¹³.

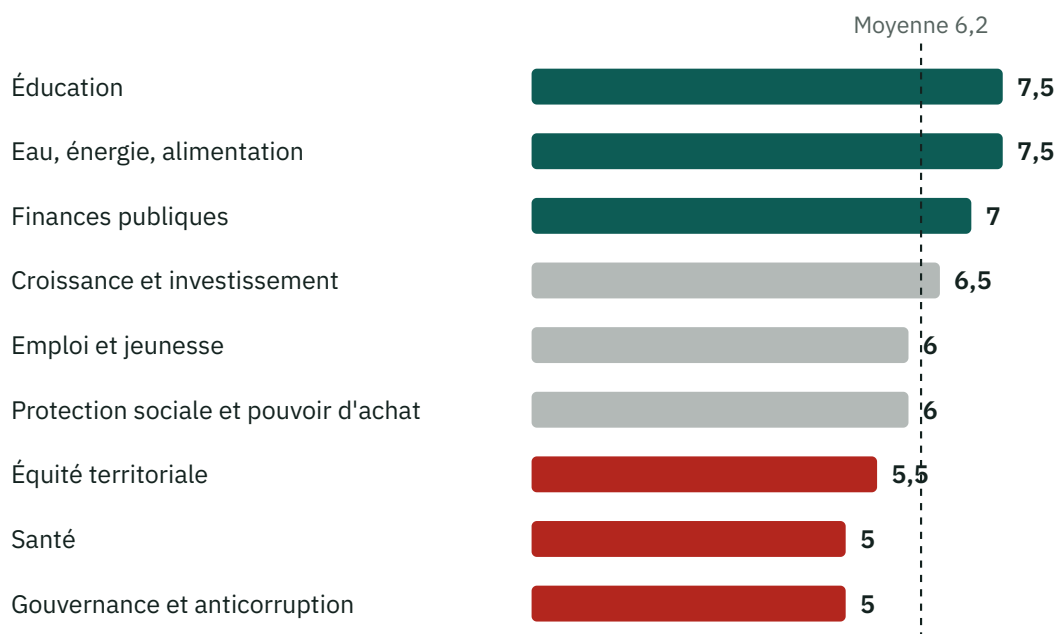
Gouvernance

Un texte fort, un mécanisme absent

Criminaliser l'enrichissement illicite et le conflit d'intérêts² est une avancée majeure. Sa valeur se mesurera aux dossiers jugés et aux fonds recouvrés, pas au texte.

Moyenne 6,2 : éducation et eau en tête, santé et gouvernance en retrait

Note de redevabilité par axe, de 0 à 10, selon les cinq critères de la section 2



Notation analytique de l'auteur. Elle mesure la redevabilité du texte annoncé, non le succès des politiques, qu'on ne peut juger avant leur mise en œuvre.

Méthode : cinq critères, trois types d'information

L'étude s'appuie sur la déclaration gouvernementale rapportée par la presse nationale et internationale les 19 et 20 octobre 2026^{1,2,3,4}, sur les travaux du FMI^{6,18,19}, de la Banque mondiale^{11,13,20}, de l'OCDE¹⁷ et du HCP^{8,9}, sur l'étude analytique jointe²² et sur le cadre de notre étude « Le Contrat de la Preuve »²³.

Critère	Question	Preuve de réussite
Clarté	L'objectif est-il précis et daté ?	Chiffre + échéance + responsable
Coût et financement	Combien, et financé comment ?	Coût annuel + source de financement
Mesurabilité	Existe-t-il une ligne de base et un indicateur ?	Base publiée + indicateur de résultat
Capacité d'exécution	L'administration a-t-elle les outils ?	Institution + compétences + ressources humaines
Équité	Qui bénéficie, et où ?	Répartition par région, sexe et revenu

Nous distinguons partout l'**engagement gouvernemental** (une promesse, pas un résultat), la **donnée institutionnelle** (chiffre d'une institution nationale ou internationale) et l'**estimation de l'auteur** estimation de l'auteur (calcul conditionné à des hypothèses explicites).

L'étude part des Hautes Orientations Royales comme cadre de référence ; l'évaluation porte exclusivement sur l'action gouvernementale et ses instruments. Le document technique complet du programme et ses tableaux de coûts ne sont pas encore publiés.

Point de départ : une économie résiliente, un paradoxe de l'emploi

Le gouvernement hérite d'une économie qui a crû de **4,9 % en 2025**, mais dont le chômage n'a reculé que de 0,3 point.

La reprise de 2025 tient surtout à un bond agricole de 8,2 %, contre 3,9 % seulement pour les activités non agricoles⁷. C'est le paradoxe marocain de l'emploi : croissance solide, investissement élevé, marché du travail lent à absorber.

Indicateur	Valeur	Période	Source
Croissance réelle	4,9 %	2025	6, 7
Déficit budgétaire	3,5 % du PIB	2025	6
Dette publique	67,1 % du PIB	2025	7
Déficit courant	2,1 % du PIB	2025	6
Chômage (ancienne série)	13,0 %	2025	8
Chômage des 15–24 ans (ancienne série)	37,2 %	2025	8
Chômeurs depuis plus d'un an	64,8 %	2025	8
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	52,9 %	2025	8
Chômage strict (nouvelle série)	9,5 %	T2 2026	10
Taux composite de sous-utilisation	18,9 %	T2 2026	10
Part de l'investissement privé	environ un tiers	2026	12
Ménages bénéficiaires de l'aide directe	3,9 millions	2026	15

- **Une résilience macro-financière réelle.** Le FMI confirme que le Maroc remplit toujours les critères de la Ligne de crédit modulable⁶.

- **Un marché du travail qui se fige.** Plus de la moitié des chômeurs n'ont jamais travaillé, deux tiers le sont depuis plus d'un an⁸ : une panne structurelle de la transition école–emploi.
- **Un investissement massif au rendement social faible.** L'investissement privé reste bas face aux pays comparables¹¹ et ne pèse qu'un tiers du total¹².

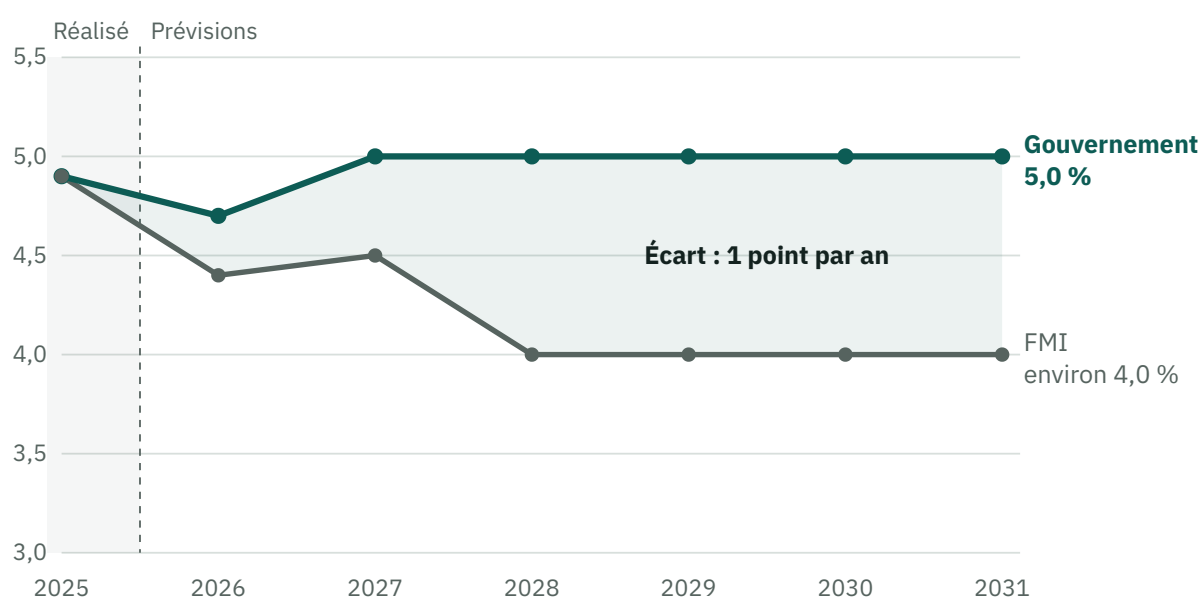
Contexte politique. Le gouvernement arrive après les mobilisations de la « Génération Z » en 2025 et la crise migratoire de Ceuta en juillet 2026, nourries par les attentes en matière d'emploi, d'éducation et de santé⁴. Les attentes de la jeunesse sont le vrai critère politique du programme.

L'objectif de 5 % : arithmétique et scénarios

Atteindre 5 % est possible, mais suppose de **réaliser environ la moitié de l'agenda de réformes** estimé par la Banque mondiale, et non de prolonger la tendance.

L'objectif gouvernemental dépasse le scénario du FMI d'un point par an

Croissance réelle du PIB (%). 2025 réalisé, prévisions ensuite



Sources : FMI, Country Report 26/72, mars 2026 [6] ; déclaration gouvernementale, 19 octobre 2026 [4]. Valeurs FMI 2028–2031 : approximation de « environ 4 % ».

Le calcul que le discours ne fait pas

5 % par an sur 2027–2031 accroît la taille de l'économie d'environ 27,6 %, contre 22,3 % dans le scénario du FMI **estimation de l'auteur**. L'écart dépasse 4 % du PIB en 2031, soit des dizaines de milliards de dirhams : exactement les ressources sur lesquelles reposent les promesses sociales.

La Banque mondiale estime qu'un programme de réformes ambitieux porterait le PIB réel près de 20 % au-dessus de sa trajectoire de référence d'ici 2035 et créerait 1,7 million d'emplois supplémentaires¹¹, soit environ 1,8 point de croissance additionnelle par an **estimation de l'auteur**.

Scénario	Croissance 2027–2031	Conditions	Signal d'alerte
Réforme accélérée	5,0 % ou plus	Concurrence approfondie, investissement privé proche de la moitié, hausse de l'activité féminine, pluviométrie normale	Croissance non agricole au-dessus de 4,5 % deux années de suite
Continuité	environ 4 %	Investissement public intense, réformes partielles	Croissance non agricole entre 3,5 % et 4 %
Choc	3 % ou moins	Sécheresse récurrente, ralentissement de la zone euro, hausse des prix de l'énergie	Recul des exportations, déficit courant au-delà de 4 %

Cinq leviers à chiffrer

1. **Productivité** : une croissance non agricole durablement au-dessus de 4,5 %, l'agriculture restant tributaire de la pluie.
2. **Investissement privé** : passer du tiers aux deux tiers¹² exige une trajectoire annuelle, pas seulement une cible finale.
3. **Activité des femmes** : à 18,1 %⁹, chaque point gagné est un gisement de croissance.
4. **Exportations et valeur ajoutée locale** : l'indicateur clé est le taux d'intégration locale, pas le seul volume exporté²¹.
5. **Tourisme** : 26 millions de visiteurs en 2030³ ; le critère décisif reste la dépense locale et l'emploi déclaré.

Une promesse conditionnée à une croissance non réalisée est une dette différée sur les finances publiques. Le gouvernement doit publier un scénario central et un scénario prudent, et dire quelles promesses dépendent des 5 %.

Emploi, jeunes et femmes : la bataille statistique et la bataille réelle

Les capacités annoncées suivent le flux, mais **ne réduisent pas le stock** de 2,9 millions de jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation.

La bataille statistique : deux séries incompatibles

Indicateur	Ancienne série ENE (2025)	Nouvelle série EMO (2026)	Chiffre du programme
Chômage national	13,0 % [8]	9,5 % strict [10]	—
Chômage des 15–24 ans	37,2 % [8]	non publié sous cette forme	29,2 % [2]
Sous-utilisation de la main-d'œuvre	—	18,9 % [10]	—

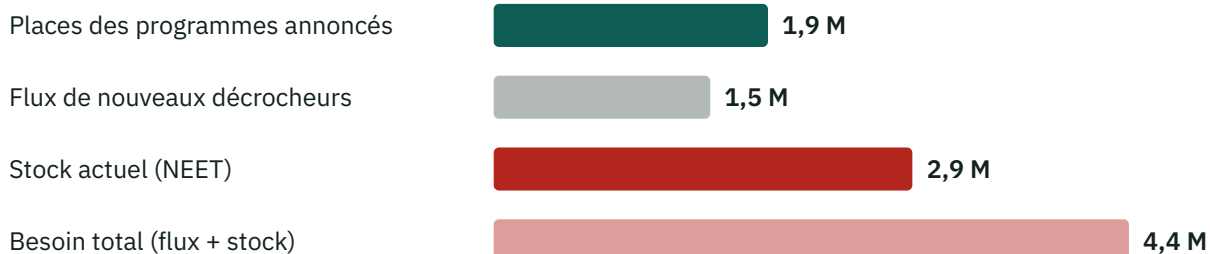
Le HCP précise que les résultats de la nouvelle enquête, alignée sur les normes de l'OIT, ne sont pas directement comparables à l'ancienne série⁹. Un passage de 37,2 % à 29,2 % pourrait être lu comme un succès alors qu'il résulte d'un changement de définition.

Recommandation : arrêter la ligne de base 2026 sur la seule série EMO, par décision publiée.

La bataille réelle : capacité contre besoin

Sur cinq ans, les places annoncées restent en deçà du flux et du stock réunis

En millions de personnes, sur le mandat 2027–2031



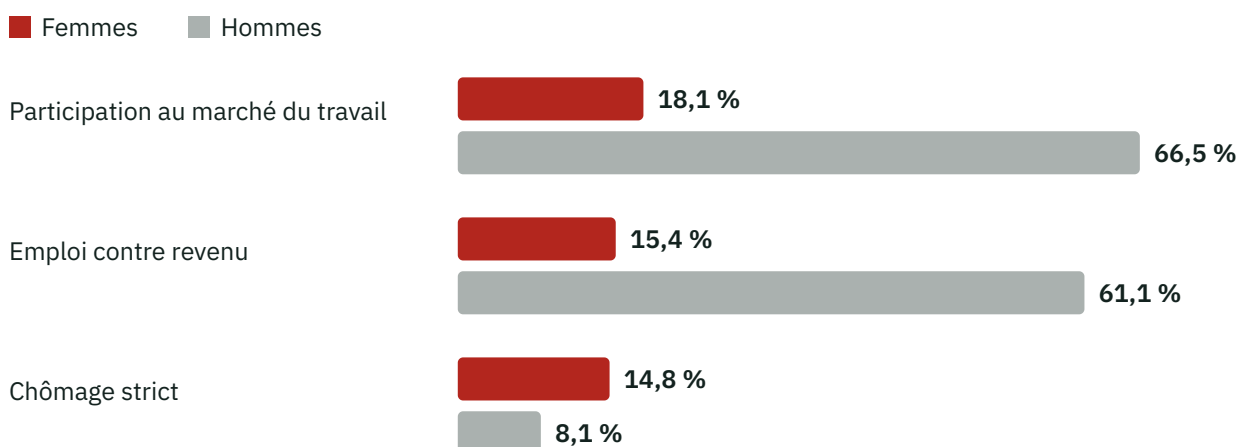
Places : 100 000 formations + 100 000 premières expériences + 150 000 à 200 000 apprentis par an [2]. Flux : environ 300 000 décrocheurs par an [2]. Stock : 2,9 millions [2]. Calcul de l'auteur, recoupements possibles entre programmes.

Surtout, le programme ne fixe aucun objectif d'emplois nets⁵. Repères : 193 000 emplois nets en 2025²⁶ ; 1,7 million d'emplois supplémentaires possibles d'ici 2035 avec les réformes, soit environ 170 000 de plus par an¹¹.

Les femmes : le levier le plus puissant, le moins chiffré

Seulement 18 femmes sur 100 sur le marché du travail, contre 66 hommes

T2 2026, en pourcentage



Sources : HCP [9] ; Finances News Hebdo [10].

Les femmes ne représentent que 21,5 % de la main-d'œuvre⁹. Le programme s'engage sur leur autonomisation économique³ sans cible chiffrée. L'OCDE fait de la garde d'enfants, de la sécurité des transports et des conditions de travail des conditions structurelles de la participation féminine¹⁷.

Ce qu'il faut mesurer

- Emplois nets déclarés chaque année, par région, sexe et âge.
- Taux d'insertion à 6 et 12 mois après formation, avec type de contrat et salaire médian.
- Nombre de jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation en fin d'année, et non le nombre d'inscrits.
- Participation des femmes, avec une cible proposée de +4 points d'ici 2031

proposition de l'auteur.

Pouvoir d'achat et protection sociale : le coût des promesses

Le coût cumulé des promesses sociales pourrait **dépasser 25 milliards de dirhams par an** en fin de mandat, sans plan de financement publié.

Principales mesures : aide directe portée de 500 à 1 000 DH, pension minimale de 3 000 DH, pension de veuve à 100 % au lieu de 50 %, compensation automatique des factures d'électricité n'excédant pas 100 DH pour les ménages éligibles².

Engagement	Coût estimé	Logique de calcul	Financement annoncé
Aide directe de 500 à 1 000 DH	23–29 Mds DH/an	3,9 millions de ménages [15] × 500 DH × 12 mois, jusqu'au doublement d'une enveloppe de 29 Mds [14]	Non précisé
Pension minimale de 3 000 DH	Élevé	Dépend du nombre de bénéficiaires et de la réforme des retraites	Dans la réforme
Pension de veuve à 100 %	Élevé	Doublement des pensions de réversion	Non précisé
Compensation électricité	Moyen	Dépend du nombre de ménages éligibles	Non précisé
Transferts aux régions	au moins 12 Mds DH/an	Engagement direct dès 2027 [2]	Budget général
Habitat rural	environ 4 Mds DH	100 000 logements × 40 000 DH [2]	Budget général
Fonds amazighe	2 Mds DH	Engagement direct [2]	Fonds dédié

Coûts estimés par l'auteur, sauf mention d'une source. Pour comparaison : 41,5 Mds DH pour la généralisation de la protection sociale en 2026 [15].

L'équation de financement

Le gouvernement annonce quatre leviers pour tenir le déficit vers 3 % : élargissement de l'assiette, efficacité de la dépense, dividende de croissance, contribution des établissements et entreprises publics²¹. Mais il annonce aussi une réforme de l'impôt sur le revenu qui augmente le net des salariés², donc une perte potentielle de recettes. L'équation tient si la croissance atteint vraiment 5 % et si des dépenses moins efficaces sont réallouées.

L'inflation : un objectif partagé

La cible de 2 %⁴ relève d'abord de Bank Al-Maghrib, qui s'oriente vers le ciblage d'inflation, avec une phase pilote en 2026 et une mise en œuvre complète en 2027²⁴. Le levier gouvernemental réel est celui annoncé : circuits de distribution, commercialisation des viandes et poissons, règles stables entre exportation et marché intérieur². **Le bon indicateur est la marge d'intermédiation entre prix à la ferme et prix au consommateur.**

L'orientation s'inscrit dans le chantier royal de l'État social. La question de chaque rapport annuel : combien de ménages ont quitté l'aide parce qu'ils n'en avaient plus besoin ?

Éducation et santé : de la couverture au résultat

L'éducation est l'axe **le plus redevable** du programme ; la santé, le moins.

Éducation : doubler les apprentissages en cinq ans

En 2023, près de 60 % des enfants de 10 ans ne savaient pas lire et comprendre un texte simple¹³. Objectif : 80 % d'élèves maîtrisant les fondamentaux en 2031 et « zéro décrochage » en 2030².

D'environ 40 % à 80 % : la distance à parcourir

Part des enfants maîtrisant la lecture de base



Sources : Banque mondiale [13] ; déclaration gouvernementale [2].

Écoles pionnières	Valeur	Source
Écoles primaires	de 626 (2023–2024) à 4 626 (2025–2026)	13
Couverture	environ 54 % du primaire public	13
Élèves	plus de 2 millions	13
Effet après un an	les élèves dépassent 82 % de leurs pairs	13
Collège	786 collèges en phase pilote	25

Conditions des 80 % : généraliser le modèle à tout le primaire avant 2028, car les élèves évalués en 2031 entrent à l'école maintenant ; publier chaque année l'évaluation nationale par région et milieu ; protéger la qualité de l'encadrement pendant la montée en charge.

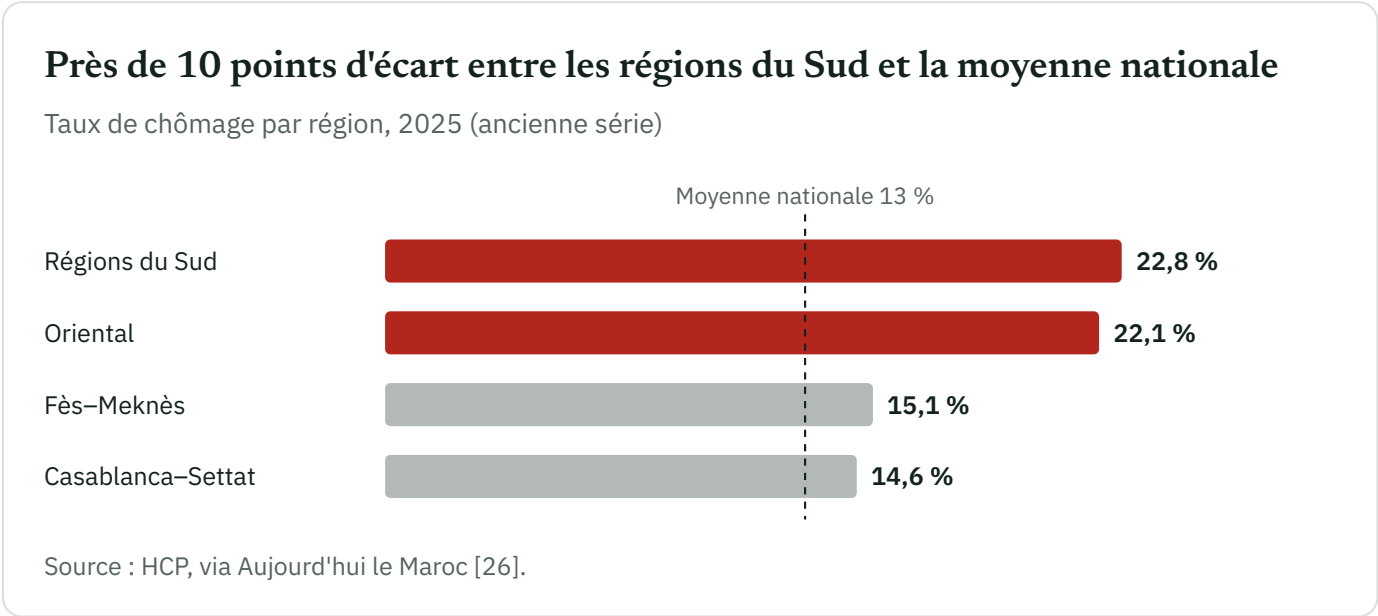
Santé : passer de la « carte » au « soin »

Le programme promet de passer de la couverture à un accès effectif et continu : réduction des écarts régionaux, réforme des urgences, système d'information sanitaire unifié². Le FMI relève des écarts d'efficacité de la dépense de santé et d'éducation¹⁹. Mais la déclaration ne contient aucune cible chiffrée en santé. Cinq indicateurs visibles par le citoyen :

1. Délai d'obtention d'un rendez-vous chez un spécialiste, par région.
2. Médecins et infirmiers pour 10 000 habitants, par région.
3. Disponibilité des médicaments essentiels en soins primaires.
4. Part des paiements directs des ménages dans la dépense de santé.
5. Délai de prise en charge des urgences.

Équité territoriale, eau et climat

Le programme traduit l'orientation royale « pas de Maroc à deux vitesses »¹⁶ en un instrument financier : **au moins 12 milliards de dirhams par an aux régions dès 2027².**



Le programme veut accélérer la régionalisation avancée, généraliser des contrats-programmes État-régions liés à l'emploi et à l'investissement, lancer une nouvelle génération de programmes territoriaux intégrés et 100 000 logements ruraux aidés à 40 000 DH par ménage². **Ce qui manque** : un « coefficient d'équité territoriale » publié chaque année, comparant la part de chaque région dans les transferts à sa part de population et de privation.

Eau : la souveraineté se mesure en mètres cubes

Engagement	Cible	Horizon
Dessalement	1,8 milliard de m³	2031
Barrages	doublement du rythme	Mandat
Part des renouvelables	plus de 52 %	2030

Engagement	Cible	Horizon
Part des semences nationales	de 20 % à 50 %	Mandat
Plan national de l'eau	cadre stratégique intégré	Mandat

Sources : [2], [3]. La Banque mondiale fait de l'eau une contrainte transversale sur l'agriculture, l'énergie, la santé et les migrations internes [20].

- **Le nexus eau-énergie** : le dessalement est énergivore ; l'objectif de 1,8 milliard de m³ doit être adossé à une part d'électricité renouvelable dédiée.
- **La demande avant l'offre** : pas de souveraineté hydrique mesurable sans indicateur d'efficacité de l'irrigation et de réutilisation des eaux usées.
- **Le calendrier** : les pluies exceptionnelles de 2026⁶ peuvent émousser l'urgence ; la planification se construit sur les années de sécheresse.

Finances publiques, investissement et Mondial 2030

Un paradoxe à éclaircir : un **déficit plus serré** que la projection du FMI, et une **dette plus élevée** en 2031.

Indicateur	Cible du gouvernement	Référence FMI	Lecture
Croissance 2027–2031	5 % [4]	4,5 % puis environ 4 % [6]	Plus optimiste
Déficit budgétaire	environ 3 % [21]	3,5 % (2025), 3,3 % (2028) [7]	Plus rigoureux
Dette publique 2031	environ 62 % [4]	60,5 % [6]	Moins ambitieux
Part de l'investissement privé	deux tiers [3]	environ un tiers [12]	Écart structurel

Plus de croissance et moins de déficit devraient produire moins de dette, pas davantage. Trois explications possibles : définition différente de la dette, marge de précaution, ou engagements hors budget. **Quelle que soit l'explication, elle doit être publiée.** Le FMI a salué l'engagement en faveur d'une règle budgétaire ancrée sur la dette⁶.

Du volume de l'investissement à son rendement

C'est le diagnostic posé par la Cheffe du gouvernement². Le FMI met en garde contre les fuites par les importations, l'éviction de l'investissement privé et les dépassements de coûts¹⁸. **Le Mondial 2030 comme test** : le critère n'est pas la date d'inauguration, mais la part des entreprises et de la main-d'œuvre locales, l'usage des équipements après le tournoi, le coût de maintenance et l'effet sur la dette.

30 % des marchés publics pour les PME marocaines² : une mesure forte de localisation de la valeur, à condition de publier l'exécution marché par marché, les délais de paiement des sous-traitants et un mécanisme contre la sous-traitance fictive.

Gouvernance, lutte anticorruption et État de droit

Le paquet législatif le plus ambitieux depuis des années. Mais la corruption recule par une chaîne complète : **détection, enquête, jugement, recouvrement.**

- Criminalisation de l'enrichissement illicite et sanction du conflit d'intérêts, en application de l'article 36 de la Constitution².
- Déclaration obligatoire de patrimoine renforcée, divulgation d'informations à des fins d'avantages criminalisée².
- Régulation des marchés contre les monopoles avec le Conseil de la concurrence, contrôle des marchés publics².

Maillon	Question	Indicateur proposé
Prévention	Les déclarations sont-elles contrôlées ?	Part des déclarations effectivement vérifiées
Détection	Les lanceurs d'alerte sont-ils protégés ?	Signalements traités et délais
Enquête	Les organes ont-ils les moyens ?	Dossiers transmis à la justice
Jugement	Les affaires aboutissent-elles ?	Durée moyenne et part de jugements définitifs
Recouvrement	L'argent revient-il ?	Montants recouvrés par an
Concurrence	Les marchés s'ouvrent-ils ?	Nombre moyen de soumissionnaires par marché

L'exemplarité au sommet. La mesure la plus rapide et la plus symbolique : appliquer d'abord les règles de conflit d'intérêts aux membres du gouvernement, avec publication des déclarations d'intérêts sous 100 jours et une procédure de déport documentée¹⁷.

Le registre de la preuve : le programme face au « Contrat de la Preuve »

Le programme rejoint la thèse du « Contrat de la Preuve »²³ sur le principe, et s'en écarte sur l'instrument : le calendrier de la preuve, qui transforme chaque promesse en ligne de base, cible, échéance, responsable et preuve publiée.

Principe du Contrat de la Preuve	Dans le programme	Statut
Ligne de base arrêtée pour chaque engagement	Chiffres de diagnostic éparés, rupture statistique non traitée	Absent
Cible chiffrée et datée	Présente pour l'éducation, l'eau, l'énergie, les finances ; absente pour la santé et l'emploi net	Partiel
Coût et financement	Leviers généraux de maîtrise du déficit, aucun engagement social chiffré	Absent
Responsable nommé	Commissions ministérielles sur certains axes	Partiel
Rapport périodique publié	Engagement général de contrôle parlementaire	Partiel
Évaluation indépendante	Non mentionnée	Absent
Indicateurs de risque d'exécution	Non mentionnés	Absent

Tableau de bord de l'Observatoire 2026–2031 : 20 indicateurs

#	Indicateur	Ligne de base	Cible 2031	Statut
1	Croissance réelle	4,9 % (2025)	5 % en moyenne	Cible officielle

#	Indicateur	Ligne de base	Cible 2031	Statut
2	Croissance non agricole	3,9 % (2025)	4,5 % ou plus (proposé)	Partiel
3	Déficit budgétaire	3,5 % (2025)	environ 3 %	Cible officielle
4	Dette publique	67,1 % (2025)	environ 62 %	Partiel
5	Part de l'investissement privé	environ un tiers	deux tiers	Cible officielle
6	Emplois nets	193 000 (2025)	à fixer et publier	Non prouvé
7	Chômage strict	9,5 % (T2 2026)	à fixer et publier	Non prouvé
8	Taux composite de sous-utilisation	18,9 % (T2 2026)	à fixer et publier	Non prouvé
9	Jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation	2,9 millions	moins de 2 millions (proposé)	Partiel
10	Participation des femmes	18,1 % (T2 2026)	+4 points (proposé)	Non prouvé
11	Insertion 12 mois après formation	non publié	60 % ou plus (proposé)	Non prouvé
12	Maîtrise des apprentissages fondamentaux	environ 40 % (2023)	80 %	Cible officielle
13	Décrochage scolaire	environ 300 000 par an	zéro en 2030	Cible officielle
14	Couverture des écoles pionnières	54 %	100 % en 2028 (proposé)	Partiel

#	Indicateur	Ligne de base	Cible 2031	Statut
15	Délai de rendez-vous chez un spécialiste	non publié	à fixer et publier	Non prouvé
16	Montant de l'aide directe	500 DH minimum	1 000 DH	Cible officielle
17	Ménages sortis de l'aide par hausse de revenu	non publié	publication annuelle	Non prouvé
18	Eau dessalée mobilisée	à publier	1,8 Md m ³	Partiel
19	Part des énergies renouvelables	à publier	plus de 52 % en 2030	Partiel
20	Fonds recouverts dans les affaires de corruption	non publié	publication annuelle	Non prouvé

Règle du jeu : un indicateur dont la ligne de base n'est pas publiée dans la première année est un engagement non redevable. C'est ce qu'un observatoire citoyen indépendant doit suivre.

Les 100 premiers jours

Dix mesures peu coûteuses, à fort effet de crédibilité, réalisables **avant fin janvier 2027**.

#	Mesure	Délai	Porteur proposé
1	Publier la version opérationnelle : ligne de base, cible annuelle et responsable par engagement	60 jours	Chefferie du gouvernement
2	Annexe financière pluriannuelle reliant chaque engagement social à son coût et à son financement	Loi de finances 2027	Ministère de l'Économie et des Finances
3	Fixer la ligne de base emploi sur l'EMO 2026	30 jours	HCP et gouvernement
4	Cible chiffrée d'emplois nets et de participation féminine	90 jours	Département de l'Emploi
5	Clarifier la définition de la dette retenue pour la cible de 62 %	30 jours	Ministère de l'Économie et des Finances
6	Publier les déclarations d'intérêts des membres du gouvernement et la procédure de déport	100 jours	Chefferie du gouvernement
7	Calendrier de généralisation des écoles pionnières à tout le primaire	90 jours	Éducation nationale
8	Cinq indicateurs de santé publiés par région	100 jours	Santé
9	Critères de répartition des 12 Mds DH entre régions	Avant janvier 2027	Intérieur, Finances et régions
10	Rapport annuel au Parlement et évaluation indépendante des grands programmes	Annonce sous 100 jours	Chefferie du gouvernement et Parlement

Conclusion

Le programme porte un diagnostic juste et un vocabulaire nouveau : de la couverture à la qualité, du volume de l'investissement à son rendement, de la multiplication des programmes à leur intégration². Il s'inscrit dans les Hautes Orientations Royales, qui ont fait d'un Maroc avançant à une seule vitesse un horizon national¹⁶. Mais entre un bon programme et un gouvernement qui réussit, il y a un mot : **la preuve**.

En 2031, le citoyen ne comptera pas les chantiers annoncés. Il posera trois questions : mon fils a-t-il trouvé un emploi ? Mes enfants savent-ils lire ? Ma mère a-t-elle été soignée dans un hôpital proche ?

Version simple et glossaire

L'étude en une minute

Des promesses chiffrées

5 % de croissance, aide de 1 000 DH, pension minimale de 3 000 DH, 80 % d'élèves maîtrisant les bases, 1,8 milliard de m³ d'eau dessalée.

Trois choses manquent

Le coût de chaque promesse, son financement, et la mesure du résultat.

Une croissance au-dessus des prévisions

Un point de plus que le FMI : possible, à condition de vraies réformes.

Un chômage calculé autrement

Ne pas confondre baisse réelle et effet de méthode.

Le vrai test

Les jeunes trouvent-ils un emploi, les enfants apprennent-ils, les malades sont-ils soignés près de chez eux ?

Dix messages à partager

1 Une promesse sans coût n'est pas une politique, c'est un vœu.

2 5 % de croissance, c'est un point de plus que le FMI, chaque année.

3 2,9 millions de jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation : voilà le chiffre qui doit baisser.

4 Seulement 18 femmes sur 100 sur le marché du travail.

5 Le chômage n'a pas chuté d'un coup ; c'est sa méthode de calcul qui a changé.

6 Doubler l'aide directe : plus de 23 milliards de dirhams par an.

7 80 % d'élèves lecteurs en 2031 : possible, l'outil existe.

8 Santé : une bonne direction, aucun chiffre pour la mesurer.

9 La lutte anticorruption se mesure aux fonds recouvrés, pas aux lois votées.

10 Le citoyen ne juge pas un programme sur ses annonces, mais sur ses preuves.

Glossaire

Croissance réelle	Hausse du volume de production nationale, hors effet de l'inflation.
PIB	Valeur totale de ce que produit l'économie en un an.
Déficit budgétaire	Écart entre dépenses et recettes de l'État, rapporté au PIB.
Dette publique	Total de ce que doit l'État, rapporté au PIB.
Ciblage d'inflation	Régime où la banque centrale annonce une cible de hausse des prix et oriente sa politique pour l'atteindre.
Ligne de crédit modulable	Instrument préventif du FMI réservé aux pays aux fondamentaux très solides.
Chômage strict	Part des personnes sans emploi, disponibles et cherchant activement, selon les normes de l'OIT.
Taux composite de sous-utilisation	Indicateur regroupant chômage strict, sous-emploi et main-d'œuvre potentielle.
NEET	Jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation.
Taux de participation	Part de la population en âge de travailler qui travaille ou cherche un

emploi.

Pauvreté des apprentissages	Part des enfants de 10 ans incapables de lire et comprendre un texte simple.
Ligne de base	Valeur de départ d'un indicateur, à laquelle on compare les résultats suivants.
Indicateur de résultat	Ce qui change dans la vie du citoyen, par opposition à l'indicateur de moyens.
Fuite par les importations	Part de l'effet d'une dépense qui part à l'étranger via des biens importés.
Effet d'éviction	Recul de l'investissement privé quand l'État capte le financement ou les marchés.
Règle budgétaire ancrée sur la dette	Règle imposant une trajectoire de dette à moyen terme.
Enrichissement illicite	Hausse de patrimoine dont un responsable ne peut justifier l'origine légale.
Conflit d'intérêts	Situation où un intérêt privé peut influencer une décision publique.
Nexus eau-énergie	Interdépendance entre production d'eau (dessalement) et énergie.
Contrat-programme	Accord entre l'État et une région ou un établissement fixant objectifs, moyens et engagements.

Références

1. SNRT News, « El Mansouri dévoile les priorités du nouveau programme gouvernemental » (en arabe), 19 octobre 2026. [Lien](#)
2. Aldar.ma, « El Mansouri dévoile le programme de son gouvernement : aide sociale portée à 1 000 DH, pension minimale à 3 000 DH » (en arabe), 19 octobre 2026. [Lien](#)
3. Morocco World News, "Here's What Morocco's New Government Plans for Jobs, Social Reform, and the Economy", 19 octobre 2026. [Lien](#)
4. Reuters (via Zawya), "Morocco's new government targets 5% growth in 2027-2031", 19 octobre 2026. [Lien](#)
5. The Rio Times, "Morocco Government Plan Targets 5% Growth to 2031", octobre 2026. [Lien](#)
6. Fonds monétaire international, Morocco: 2026 Article IV Consultation, Country Report n° 26/72, mars 2026. [Lien](#)
7. North Africa Post, "IMF sees Morocco's public debt as sustainable amid investment surge", 2026. [Lien](#)
8. HCP, note sur le marché du travail en 2025, via TelQuel, 3 février 2026. [Lien](#)
9. Haut-Commissariat au Plan, Situation du marché du travail au T2 2026 (EMO2026). [Lien](#)
10. Finances News Hebdo, « Emploi au Maroc : le HCP change de méthode et annonce un chômage strict de 9,5 % », 2026. [Lien](#)
11. Groupe de la Banque mondiale, « Maroc : accélérer la croissance, attirer les investissements privés et créer des millions d'emplois », 28 avril 2026. [Lien](#)
12. Hespress English, "World Bank: Morocco's private investment not yet sufficient to drive jobs and growth", 29 avril 2026. [Lien](#)
13. Banque mondiale, « Les Écoles pionnières du Maroc : pour un meilleur apprentissage des élèves », 21 mai 2026. [Lien](#)
14. Al3omk, « Akhannouch : 4 millions de ménages bénéficient de l'aide » (en arabe). [Lien](#)
15. Portail national du Royaume du Maroc, aide sociale directe, 15 janvier 2026 (en arabe). [Lien](#)
16. Al3omk, « Pas de place pour un Maroc à deux vitesses : le discours du Trône » (en arabe), juillet 2025. [Lien](#)
17. OCDE, Études économiques de l'OCDE : Maroc 2024, 22 novembre 2024, DOI 10.1787/80777ea7-en. [Lien](#)
18. Taheri Sanjani, M., Antoine, K., Rodriguez, P. C., "Macroeconomic Impact of Accelerating Public Infrastructure Investments in Morocco", FMI, Selected Issues Paper 2026/026. [Lien](#)
19. Isakova, A., "Public Spending Efficiency in the Health and Education Sectors in Morocco", FMI, Selected Issues Paper 2026/027. [Lien](#)
20. Groupe de la Banque mondiale, Rapport Climat et Développement : Maroc, 2022. [Lien](#)

21. North Africa Post, "Morocco targets 5% average growth, 3% deficit and declining debt in 2026–2031", 19 octobre 2026. [Lien](#)
22. « Le programme gouvernemental marocain 2026–2031 : l'épreuve du passage des engagements à l'impact », étude analytique indépendante, 21 octobre 2026.
23. Hafid Boutchakkoucht, « Le Contrat de la Preuve », étude stratégique, 2026.
24. Yabiladi, "IMF praises Morocco's fiscal reforms, projects 4.9% growth in 2026", février 2026. [Lien](#)
25. Morocco World News, "World Bank Heralds Morocco's Pioneer Schools as Scalable Education Model", mai 2026. [Lien](#)
26. Aujourd'hui le Maroc, « Marché du travail : 193.000 emplois créés en 2025 ». [Lien](#)

Les chiffres marqués « estimation de l'auteur » sont des calculs illustratifs fondés sur des hypothèses explicites ; ils seront mis à jour dès la publication du document technique du programme et du projet de loi de finances 2027.